



Assemblée générale

Distr. générale
22 mars 2010
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 70 a) de l'ordre du jour

**Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire
et des secours en cas de catastrophe fournis
par les organismes des Nations Unies, y compris
l'assistance économique spéciale : renforcement
de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence
fournie par les organismes des Nations Unies**

Lettre datée du 8 mars 2010, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la Déclaration de solidarité avec Haïti, adoptée au premier Sommet de l'unité Amérique latine-Caraïbes, tenu à Riviera Maya (Mexique), les 22 et 23 février 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 70 a) de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Claude **Heller**



**Annexe à la lettre datée du 8 mars 2010 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent du Mexique auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Déclaration de solidarité avec Haïti

[Original : anglais et espagnol]

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à l'occasion du Sommet de l'unité, exprimons notre profonde sympathie au peuple et au Gouvernement haïtiens, et regrettons sincèrement les centaines de milliers de morts, les millions de victimes et les dégâts impossibles à quantifier que le tremblement de terre du 12 janvier a infligé à la nation haïtienne.

Au nom de notre solidarité avec la première nation indépendante d'Amérique latine et des Caraïbes, nous nous engageons à contribuer, dans toute la mesure de nos moyens, à l'effort que mènent conjointement notre région et la communauté internationale en faveur du peuple haïtien, compte tenu des priorités et des besoins les plus fondamentaux que le Gouvernement de ce pays frère établira, et dans le plein respect de son autorité et de sa souveraineté, selon le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

À titre prioritaire, nous appuierons le renforcement des institutions de l'État haïtien, en vue de promouvoir une coopération efficace, un développement social et économique durable, une démocratie consolidée, ainsi que la paix et la sécurité.

Nous exprimons notre détermination à poursuivre les efforts de coopération déployés pour surmonter la situation d'urgence extrême causée par la récente catastrophe naturelle et fournir une assistance humanitaire, qui bénéficie déjà du soutien inestimable de nos gouvernements et de nos peuples et de l'appui de la société civile et des organisations non gouvernementales de nos pays, ainsi que des organisations internationales.

Parallèlement, nous sommes convaincus qu'il est essentiel de renforcer la coordination régionale avec le Gouvernement haïtien et avec les organisations et entités internationales pour aider véritablement Haïti à se reconstruire, et nous demandons l'arrivée des ressources promises, indispensables pour assurer le développement du pays à moyen et à long terme.

Nous appelons l'attention sur le rôle de coordination que joue l'Organisation des Nations Unies dans les domaines de l'assistance humanitaire et de la reconstruction d'Haïti dans les phases des premiers secours, de la relève, de la reconstruction et de la transition vers le développement durable dans ses trois dimensions : sociale, économique et écologique. Cette coordination, qui vise à tirer le meilleur parti des activités d'assistance et de coopération et d'éviter la fragmentation des efforts, doit être fondée sur les priorités et besoins recensés par le Gouvernement haïtien.

Nous saluons l'action menée par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, dont le personnel civil, militaire et de police fournit un soutien inestimable sur le terrain pour répondre aux besoins immédiats, et rendons

hommage à ses membres, en particulier ceux qui ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions.

Nous demandons aux États qui ne l'ont pas encore fait de mettre en place des processus spéciaux de régularisation migratoire en faveur des citoyens haïtiens.

Riviera Maya (Mexique)
Le 23 février 2010
